

Seule la version prononcée fait foi

Louis Michel, Co-président UE

22^{ème} session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE

Lomé – Togo (Assemblée nationale)

21 novembre 2011- 11h00

Monsieur le Président de la République du
Togo,

Monsieur le président de la République du
Niger,

Monsieur le Président de l'Assemblée
nationale,

Monsieur le Premier Ministre,

Monsieur le Co-président de l'Assemblée
parlementaire paritaire,

Chers collègues parlementaires,

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

Chers Amis,

Je remercie le Président Faure Gnassingbé, ainsi que Monsieur El-Hadj Bonfoh Abass, président de l'Assemblée nationale du Togo et toutes les autorités du pays, pour leur invitation à tenir notre 22ème session à Lomé.

Merci d'avoir organisé cet événement majeur, quasi au pied levé dans des conditions techniquement difficiles.

A ce propos Monsieur le président de la République et Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, nous nous devons de remercier chaleureusement notre collègue Komi Selom Klassou qui n'a pas ménagé ses efforts.

Il a anticipé toutes les difficultés. Il a veillé avec un soin méticuleux et amical à créer les conditions idéales pour nous permettre des échanges et des débats de qualité dans une atmosphère détendue et chaleureuse.

Nous voulions lui témoigner notre reconnaissance, notre estime et le féliciter pour le confort exceptionnel qu'il nous a offert.

Monsieur le Président,

Que nous tenions cette réunion à Lomé ne pouvait mieux tomber ;

C'est un signe que le Togo a repris sous votre direction et avec l'appui d'une immense majorité d'hommes et de femmes politiques sa place sur la scène internationale.

La classe politique n'a pas pu réussir ce qu'il faut bien appeler un redémarrage convaincant sans l'adhésion d'une grande majorité de citoyens qui mesurent les nouvelles opportunités que cette politique peut leur offrir et qu'ils méritent amplement, eux qui ont connu des temps de douleur, d'incertitude, de doutes et parfois de désespoir..

Considérez notre présence Monsieur le Président comme un témoignage sincère d'un espoir que nous partageons avec vous comme une nouvelle promesse pour votre peuple et pour votre pays.

Mais Monsieur le Président,

Ce qui est un signal et un témoignage encore bien plus fort, c'est un autre fait encore bien plus significatif de cette crédibilité que l'Etat togolais est en train de reconstruire pas à pas chaque jour en un temps relativement court.

Vous avez exprimé l'ambition et le volontarisme de poser la candidature de votre pays au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Soyons francs, sachant d'où cet Etat vient ; ce qu'il a enduré ; ce n'était pas gagné d'avance. Pourtant, comme le disait un éditorial de Jeune Afrique cette semaine et je cite « la Petite Suisse de l'Afrique d'antan, tombée en disgrâce depuis de longues années auprès de ses partenaires et investisseurs étrangers, redevient attractive et fréquentable ».

Sur le plan international, 2011 a commencé avec votre Présidence de l'Union économique et monétaire ouest-africain (UEMOA) et s'achève avec votre élection au Conseil de Sécurité des NU où vous siégerez pour les deux prochaines années comme membre non permanent. Et l'éditorialiste d'ajouter « que progressivement, le Togo semble donc se débarrasser des démons de l'instabilité qui l'ont hantés pendant des décennies pour prendre résolument un nouveau départ.

Ces succès indiscutables sont fondés me semblent ils sur 4 axes majeures :

- L'apaisement du climat politique par l'ouverture ;

- La restauration de la crédibilité du pays par des réformes institutionnelles authentiquement réformatrices pour ancrer cet Etat dans la démocratie
- Réaffirmer l'autorité de l'Etat pour rassurer les citoyens ;
- Réamorcer la pompe économique.

Les premiers signes commencent à apparaître. Nous savons que cela reste modeste mais nous observons aussi que la progression du PIB est constante depuis 2007 et que cela semble de l'avis des experts désormais durable.

Monsieur le Président,

Vous et nous, nous le savons, les chantiers nombreux que vous avez ouverts que ce soit dans le domaine des infrastructures pour « vertébrer » votre pays et doper l'économie en attirant les investisseurs ; que ce soit les chantiers institutionnels, politiques ou sociaux, pour engager le pays dans la modernité, la prospérité et la solidarité, les défis restent immenses.

Vous avez inspiré une volonté nouvelle et déterminée pour donner un souffle réformateur à la classe politique togolaise.

Vous avez parfaitement compris que personne ne sera de trop pour réaliser ces objectifs gigantesques.

Vous avez eu raison d'inviter tous les partis politiques sans aucune distinction pour qu'ils contribuent ensemble, sans renier leurs spécificités propres, à la reconstruction du pays.

C'est ainsi aussi qu'une ambition commune peut se forger par-delà les différences et même les divergences pour mobiliser une large adhésion de vos concitoyens à l'œuvre commune.

Cette démarche préfigure une véritable réconciliation et envoie un signal fort à celles et à ceux qui veulent investir.

Cette démarche ouvre la voie à un destin plus prometteur pour votre jeunesse, pour son avenir et sa réussite qui, je le sais, vous préoccupe de manière obsédante.

Voilà Monsieur le Président l'essentiel du message que je souhaitais vous adresser plus personnellement.

Je tiens également à saluer le Président du Niger, M. Issoufou Mahamadou qui a accepté de rehausser cette 22^{ème} session de l'Assemblée Parlementaire Paritaire ACP-UE de sa présence. Nous sommes fort sensibles à votre démarche Monsieur le Président.

Je profite de cette tribune pour vous présenter ainsi qu'au peuple du Niger nos plus sincères condoléances pour le décès le 31 octobre dernier du Général Ali Saibou, père du multipartisme au Niger.

Mes chers amis,

Au cours de nos débats nous aurons l'occasion d'aborder le thème de la gouvernance démocratique qui occupera une partie importante de nos travaux puisque nous y consacrerons notre désormais traditionnel débat avec les autorités nationales du pays hôte.

Je ne doute pas que ce sera l'occasion d'un débat franc et concret. Qui nous permettra d'ouvrir un dialogue politique sincère et sans tabou entre l'Union européenne et les partenaires ACP, ce qui est du reste prévu dans l'Accord de Cotonou.

(Gouvernance démocratique)

Comme je l'ai déjà dit à plusieurs occasions, dans les pays ACP comme en Europe, la bonne gouvernance est la condition nécessaire pour garantir le fonctionnement de tout système démocratique ainsi que le développement durable et équitable de toute société.

J'aimerais plus précisément m'attarder sur le processus même de démocratisation. L'Afrique de l'Ouest a connu nombre de drames, de guerres particulièrement cruelles, de violations, parfois massives, des droits de l'homme. Plus de la moitié des pays qui la composent sont en situation de fragilité, de conflit ou de post-conflit. Et beaucoup sont aussi parmi les plus pauvres de la planète.

Cependant, la région dispose aussi des instruments pour accompagner la démocratisation. La CEDEAO (*Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest*) s'est dotée d'un Protocole sur la démocratie et la bonne gouvernance dont elle n'a de cesse de rappeler les principes aux Etats membres qui les oublieraient.

Ce Protocole régional est la preuve tangible que la démocratie n'est pas un concept

théorique ou virtuel mais bien le fondement du destin partagé des Africains.

Je dois dire que la démocratie a avancé de façon spectaculaire en l'Afrique de l'Ouest au cours des dernières années: au Niger, en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Togo, pour ne citer que ces quelques exemples, qui ne sont heureusement pas exhaustifs et qui cohabitent avec des démocraties plus anciennes.

L'Union européenne, comme la CEDEAO, privilégie l'observation électorale comme accompagnement des processus démocratiques. J'ai ainsi eu l'occasion de participer à la mission d'observation des élections présidentielles togolaises, l'an dernier, avec quelques collègues ici présents. La Mission d'observation de l'UE a fait des recommandations qui, je n'en doute pas, seront prises en considération pour l'organisation des élections législatives dans quelques mois.

Cependant, je me dois de rappeler que les élections seules ne font pas la démocratie même si elles en sont un élément essentiel. Et elles ne se jouent pas que le jour du scrutin.

Pour qu'elles soient crédibles, elles doivent remplir des conditions essentielles de

transparence. L'accès aux médias, l'accès à l'opinion publique, la liberté d'expression, des moyens de campagne équitables, la pluralité politique sont quelques uns des critères fondamentaux pour les élections et, au-delà, pour caractériser une démocratie vivace.

Il ne faut pas oublier non plus que les transitions démocratiques sont des processus extrêmement fragiles et rarement linéaires. Tout ne se fait pas rapidement et encore moins facilement. C'est pourquoi les partenaires des pays en question doivent être patients et surtout attentifs. Ils se doivent d'offrir un accompagnement sans complaisance mais sans réticence.

(Le printemps arabe)

Avec une de nos résolutions d'urgence, nous allons revenir sur l'impact des "révolutions" arabes sur les pays ACP voisins. Après le temps de l'enthousiasme printanier, un certain doute automnal semble avoir cours au sujet de ces "révoltes" et de leur résultat. Comme je viens de le dire, il est normal que tout n'aille pas aussi vite et aussi bien que l'on pourrait le souhaiter. Cependant, les difficultés ne doivent pas être un prétexte pour limiter la démocratie ou aller à l'encontre des aspirations démocratiques des peuples. La situation

actuelle est due à l'absence de démocratie et d'une opposition démocratique pendant des années. Il ne faut pas se tromper d'adversaire et rejeter la libre expression parce qu'on n'aime pas les messages qu'elle permet d'envoyer.

Je comprends et partage certaines préoccupations, bien sûr. Mais il faut garder à l'esprit qu'on ne construit pas un Etat en quelques mois, qu'on n'invente pas un fonctionnement démocratique parfait en quelques semaines, qu'on ne fabrique pas des partis politiques forts et représentatifs en quelques jours!

I. (Horn of Africa)

The other urgency resolution will deal with the dreadful food crisis in the Horn of Africa. It is unfortunately not the first time that the region is hardly affected. It seems though that this time the number of people concerned is unprecedented.

We are all appalled by the situation and call of course for relief to be provided to the victims of the drought. The European Commission, mainly through its Humanitarian Aid Office (ECHO), will provide more than 150 billion Euros this

year to the drought-relief effort. Member States themselves provide funds to alleviate people's suffering in the region.

Nevertheless we cannot forget that nowadays famine is not a fate but is very much linked to or, rather, caused by the political situation. The fact that Somalia is the most affected place, that it is not, far from it, the first time and that the victims there cannot be reached is of course not a coincidence.

There must be a manifold answer. The political and security problems of Somalia have to be seriously addressed, also if we want to contain the spill-over effect that they can have on neighbouring countries, namely on Kenya.

The regularity of droughts in the region will increase with climate change, possibly with alternating flooding, as it has been the case a few years ago. To this aim the COP 17 which will start next week in Durban must absolutely come out with a concrete framework to mitigate climate change and with clear financial commitments. Rich countries cannot be selfish when it is about global political action and then offer charity when dramas like the one in the Horn of Africa occur.

Furthermore, agriculture should be a priority for ACP States themselves. A more dynamic agricultural sector in Africa could maybe not prevent such crises but it could help providing products in local markets and a better regulation of agricultural trade at regional level.

II. (Crise économique)

Notre Assemblée va examiner et voter le rapport de la commission économique sur "l'incidence de la dette sur le financement du développement dans les pays ACP". Ce débat aura bien entendu une résonance particulière alors que de nombreux pays de l'Union européenne connaissent eux-mêmes une crise de la dette, doublée d'une grave crise économique et financière qui, malheureusement, semble s'inscrire dans la durée.

Lors du G20 à Cannes, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagé à "redynamiser la croissance économique, à créer des emplois, à assurer la stabilité financière, à favoriser l'intégration sociale et à mettre la

mondialisation au service des besoins des populations". Ils ont réitéré "le rôle crucial de l'aide publique au développement pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement". J'espère sincèrement que ces engagements se traduiront dans la réalité.

En effet, une des choses qui m'inquiètent particulièrement dans cette crise est qu'elle pousse les dirigeants - notamment européens - sous la pression de marchés fébriles à ne penser qu'au court-terme. Nous devons évidemment assainir nos finances publiques. Nous sommes arrivés à un point de non retour, et beaucoup de pays ACP savent ce que le surendettement signifie. Nous ne devons pas pour autant manquer de vision pour l'avenir et nous renfermer égoïstement sur nos craintes et myopies nationales.

Nous devons ainsi veiller à ce que les pays en développement ne soient pas les sacrifiés de nos restrictions budgétaires. Ce serait encore une fois faire preuve d'un aveuglement à la fois coupable et suicidaire. Le développement et la croissance sont désormais globaux. Nous voyons bien que la Chine est prête à venir en aide à l'Europe, non par philanthropie mais parce que nous représentons un débouché pour ses produits. Il est de notre intérêt

commun qu'il y ait davantage de pôles de croissance et de stabilité dans le monde.

Les parlementaires des pays bénéficiaires doivent aussi veiller à ce que l'aide reçue soit employée au mieux et à lutter pour la transparence des finances publiques.

Certains d'entre nous pourrons approfondir ce débat dans quelques jours lors du 4ème Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui aura lieu à Busan.

(Conclusion)

Chers collègues,

Cette fois encore, je suis sûr que nos débats seront vibrants, vifs, contradictoires et enrichissants. Nous aurons ainsi encore à traiter :

- Du développement des relations multilatérales et de la justice internationale ;
- De l'impact du Traité de Lisbonne sur l'Accord de partenariat ACP-UE

- De l'intégration des personnes handicapées dans les pays en développement ;
- De la problématique de l'accès aux médicaments ;
- Du développement urbain dans les villes des pays ACP ;

Ces thèmes nous les avons choisis car aucun sujet qui touche au destin du monde ne doit être étranger à nos débats.

Ces thèmes nous allons les traiter soucieux de mettre l'humain au cœur de nos préoccupations, en nous fondant sur cette merveilleuse maxime de Victor Hugo

« Il ne suffit pas d'être la république, il faut être la liberté ; il ne suffit pas d'être la démocratie, il faut être l'humanité. Un peuple doit être un homme, et un homme doit être une âme ».